Extrait du Alger républicain

http://alger-republicain.com/A-propos-de-la-Gauche-Unitaire.html

A propos de la Gauche Unitaire Européenne (GUE) : réponse à une question

- Chroniques et opinions - Nos lecteurs nous écrivent -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juillet 2015

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Suite au vote des parlementaires européens sur les « droits de l'homme » en Algérie, un lecteur du site d'Alger républicain nous demande des clarifications sur la composition de la Gauche Unie européenne (GUE).

Les lecteurs intéressés trouveront une réponse à cette question en lisant les deux textes suivants :

- un article publié sur le site http://www.solidarite-international... en date du 8 juin 2014
- le communiqué du Parti Communiste de Grèce du 7 juillet 2014

Parlement européen : le KKE a décidé que ses députés ne siégeront plus au sein du groupe GUE-NGL

Article EDT pour vivelepcf.fr repris par http://solidarite-internationale-pc...

8 juin 2014

Le Parti communiste grec (KKE) a fait savoir que ses deux députés européens réélus ne siégeraient plus au sein du groupe « Gauche unitaire européenne - gauche verte nordique ».

Ils continueront à faire entendre leur position en tant que députés indépendants non-inscrits. Mais il n'était plus tenable de servir de caution communiste à un groupe parlementaire dévié de sa conception d'origine et entraîné par le PGE vers toujours plus de soutien à l'intégration dans l'UE du capital.

Le groupe GUE-NGL a été créé en 1994

Entre les élections européennes de 1989 et de 1994, le passage du Parti communiste italien à la social-démocratie, l'affaiblissement d'autres partis communistes n'a plus permis de maintenir un groupe communiste au Parlement européen, sur la base d'une identité historique commune.

Le groupe GUE-NGL a été alors conçu comme un groupe technique, respectant l'autonomie de chacune de ses composantes nationales. Le point commun était une contestation radicale de l'Union européenne, partagée, notamment après l'élargissement de 1995, par les forces progressistes nordiques qui se sont battues contre l'adhésion de leur pays à l'UE.

Depuis plusieurs années, cet esprit de respect de chaque parti est battu en brèche par la volonté des membres du Parti de la gauche européenne, PGE, d'instrumentaliser le groupe GUE-NGL pour en faire le porte-parole de leur ligne de collaboration aux institutions européennes.

Un pas supplémentaire vient d'être franchi. La présidente sortante du groupe, la députée allemande de Die Linke, Gabi Zimmer, suivant le leader grec de Syriza, Alexis Tsipras, entend entraîner le groupe dans un soutien à la candidature de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne.

Tsipras s'était présenté à ce poste avant les dernières élections européennes. Sa candidature a été portée notamment par le Front de gauche en France. En elle-même, elle représentait une légitimation inacceptable du cadre antidémocratique européen et de la dictature illégitime de la Commission.

Copyright © Alger républicain

Aujourd'hui, Tsipras et le PGE vont encore plus loin dans la collaboration avec l'UE du capital.

Tsipras estime qu'il faut soutenir la candidature de Juncker, politicien ultra-libéral luxembourgeois, parce que la droite aurait gagné globalement les élections européennes et qu'il faudrait défendre la place du Parlement européen dans les institutions.

C'est du « crétinisme parlementaire », suivant l'expression célèbre de Lénine, mais à la puissance européenne.

Le PGE pousse aussi le groupe GUE-NGL à reproduire au niveau européen les alliances avec les verts et les socialistes européens...

Communistes français, nous ne pouvons qu'approuver la décision conséquente de nos camarades grecs, qui continuent de militer pour le développement d'échanges et de coopérations, dans la lutte, entre partis communistes au plan international.

Nous faisons partie de ceux qui dénoncent les positions de collaboration de Tsipras.

Maintenant qu'il soutient une candidature de droite à la présidence de la Commission européenne, nous ne voyons plus du tout comment la direction du PCF, après l'échec terrible du Front de gauche aux dernières élections en France, pourraient continuer à vendre cette orientation sans débat ouvert et honnête.

Que Mme Marie-Christine Vergiat, Maastrichienne et socialiste, que la direction du PCF a fait réélire à Strasbourg, à la place d'un ou d'une communiste, s'y reconnaisse n'est qu'une confirmation de plus de cette ligne totalement erronée.

Les camarades grecs du KKE mènent un combat courageux, à la tête d'un parti de classe et de masse, dans le « laboratoire » des politiques antisociales de l'UE qu'est la Grèce. Nous devons écouter leurs analyses.

Le seul député PCF restant au Parlement européen ne doit pas s'aligner sur le PGE, Tsipras et Juncker.

Le véritable débat sur l'organisation de la résistance et de la rupture à l'UE supranationale du capital doit se rouvrir enfin dans le PCF, le Parti qui, historiquement en France, l'a toujours portée.

7 juil. 2014 11:45:42

Déclaration du Comité Central du KKE sur la position du KKE au Parlement européen

1. Le Comité central du KKE a évalué le cours du groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) au cours de la période récente et la situation objective qui résulte de la composition du Parlement européen après les élections européennes et a décidé que les députés du KKE ne vont pas adhérer à un groupe au Parlement européen. Le Comité central réaffirme l'engagement principal du KKE en faveur du peuple grec : révéler les plans antipopulaires qui sont concoctés par l'UE et surtout contribuer au renforcement de la lutte des peuples contre l'UE impérialiste, pour la socialisation des monopoles, le désengagement de l'UE, pour que les peuples conquièrent leur propre pouvoir. La participation des députés du KKE dans des groupes dont la ligne principale est d'embellir et de soutenir l'UE ne peut pas servir cet engagement.

Copyright © Alger républicain

- 2. Le KKE jusqu'à récemment participait au groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL). La participation du parti à ce groupe depuis 1994, dans des conditions différentes par rapport à aujourd'hui, a été dictée par la nécessité de faciliter l'intervention des députés du KKE au Parlement européen et utiliser les possibilités qui existaient pour la coordination avec d'autres partis communistes. Dès le début, le groupe GUE/NGL a été formé sur une base confédérale, sans aucune plate-forme politique idéologique commune ou convergence des programmes, tandis que les partis conservaient leur indépendance idéologique et politique et s'accordaient sur des questions techniques liées aux interventions au Parlement européen. Au cours de ces deux décennies et surtout après la fondation du Parti de la gauche européenne (PGE) il y avait une confrontation constante dans le groupe GUE/NGL entre le KKE et les forces qui participent au PGE. Ces forces cherchaient à imposer leurs positions comme des positions du groupe alors qu'ils ont essayé à plusieurs reprises de violer le caractère confédéral du groupe. Les partis du PGE ont joué le rôle principal dans cet effort, en particulier le parti allemand Die Linke et SYRIZA.

- 3. Cette situation s'est considérablement aggravée dans la période récente. Plus précisément :

" Le caractère confédéral de la GUE/NGL en réalité a été modifié, car les partis du PGE ont une ligne politique unique, ils sont regroupés, et ils parlent dans les commissions et les sessions plénières sur la base d'une plate-forme commune, en promouvant des positions politiques du PGE comme des positions de la GUE/NGL. La situation s'aggrave alors que l'UE, dans le cadre du renforcement de son caractère réactionnaire, donne la priorité au fonctionnement des partis européens qui protègent la poursuite du renforcement de la Commission et de ses mécanismes aux tentacules multiples.
" Il y a eu des attaques contre le KKE et des tentatives de déformer et de dissimuler ses positions par GUE/NGL.
" Des « positions communes » sont promues sur des questions importantes qui sont liées à la politique de l'UE et aux développements internationaux, malgré les désaccords exprimés par le groupe parlementaire européen du KKE, dont les positions ont été dissimulées dans plusieurs cas par GUE/NGL.
" Des tentatives de coopération sont en cours entre la GUE/NGL et les groupes politiques des Socialistes et des Verts pour la formation d'un prétendu « bloc de gauche », ce qui ressort également des déclarations du candidat du PGE à la présidence de la Commission, A. Tsipras. En outre, des résolutions communes ont été signées dans le Parlement européen sur des questions très graves, parfois même avec la participation du Parti populaire européen et des Libéraux (par exemple, la résolution commune sur l'accord politique relatif au Cadre financier pluriannuel 2014-2020).
" Des forces de la GUE/NGL, comme le parti allemand Die Linke, participent à la campagne anti-communiste de l'Union européenne, à la falsification de la vérité historique, à l'équation anti-historique entre communisme et fascisme, à la diffamation de la construction socialiste et des acquis de la classe ouvrière.

- 4. Toutes ces années le groupe du Parlement européen du KKE s'est opposé à ces choix dangereux. Ella a combattu la position inadmissible des partis et des députés, qui participent au groupe GUE/NGL et qui ont supporté la guerre en Lybie, l'intervention de l'UE à la République Centrafricaine, aux affaires intérieures de la Syrie ou la campagne de subversion contre Cuba, qui n'ont pas condamné l'intervention de l'UE en Ukraine. Il a combattu la position du PGE qu'une gestion en faveur du peuple est possible alors que les monopoles restent au pouvoir. Il a été en conflit avec des positions qui embellissent le caractère impérialiste de l'UE et prétendent que cette union des monopoles peut devenir une union en faveur des peuples. Cependant, et malgré les efforts du KKE, le groupe GUE/NGL est utilisé comme un instrument du PGE. Tout cela a pour résultat la formation d'une situation totalement négative et de nouvelles conditions qui compliquent objectivement la continuation de notre participation au groupe GUE/NGL. Le maintien du KKE dans un groupe, où ces forces prédominent, constituerait une entrave pour l'autonomie idéologique, politique et organisationnelle du Parti au parlement européen, pour la promotion de la stratégique en faveur de la classe ouvrière et des couches populaires dans notre pays et en Europe, pour le regroupement du mouvement communiste en Europe. En même temps, la continuation de la participation du KKE à la GUE/NGL serait utilisée comme un « alibi gauchiste » pour l'imposition de la politique opportuniste et social-démocratique des partis qui agissent en faveur de l'UE et acceptent l'atrocité impérialiste.

Copyright © Alger républicain

- 5. Le fait que le KKE ne va pas adhérer à un des groupes existants, mais aussi le cadre suffocant dans lequel le parlement européen fonctionne, ne peuvent pas empêcher l'intervention du KKE. Les députés européens du KKE continueront, sans aucun engagement, la lutte pour les intérêts et les droits de la classe ouvrière, par opposition à l'UE et sa politique, en combattant l'atrocité capitaliste et en assurant le droit à une action idéologique-politique du KKE autonome et plus efficace. Ils continueront à dévoiler le caractère de l'UE, mais aussi le rôle néfaste des partis qui se rassemblent autour du PGE, des partis qui ont quitté la lutte contre l'UE et pour le renversement du pouvoir du capital dans leur pays et en général. Ces forces, par la politique d'embellissement de l'UE, par leur position en faveur des monopoles dans le mouvement, leur participation aux gouvernements antipopulaires (comme en Italie, en France, comme les gouvernements locaux en Allemagne, en Espagne), non seulement n'ont pas du tout contribué à la promotion des intérêts du peuple, mais au contraire ils ont mené le mouvement ouvrier-populaire dans leurs pays à la soumission et à la retraite.

- 6. Le KKE continuera infatigablement les efforts pour le regroupement du mouvement communiste, pour le développement des relations bilatérales avec les Partis communistes représentés au Parlement européen, avec des dizaines de Partis Communistes en Europe et dans le monde entier. Il participera activement aux Rencontres Internationales et Régionales et améliora son travail dans le cadre de l'INICIATIVE des 29 Partis communistes et ouvriers en Europe, contre l'Union Européenne, ses partis et sa politique, pour le développement de l'action commune en faveur des intérêts des peuples.

Copyright © Alger républicain